

CRISE FINANCIERE LES BANQUES - LES ENTREPRISES OUI LES SALAIRES - LES RETRAITES NON

"Vous voulez que je vide des caisses qui sont déjà vides?" a dit récemment Nicolas SARKOZY.

Mais alors d'où proviennent les 650 milliards d'euros promis aux banques et entreprises?

Cet argent, que les pouvoirs publics ont réussi à mobiliser en un temps record, est destiné à soutenir des entreprises « stratégiques » en proie à d'éventuelles difficultés : EADS, MICHELIN, AREVA... A cela, s'ajoutent les milliards engloutis par les banques DEXIA, FORTIS, Caisse d'Epargne qui ont servi à éponger les placements pourris faits dans des paradis fiscaux.

Concrètement, les 320 milliards de garantie aux banques, les 40 milliards injectés directement dans le capital des banques, les 100 milliards du fonds d'intervention, les 175 milliards d'investissement direct à l'économie numérique et les 10 milliards déjà donnés aux banques représentent 16 fois la somme considérée pour mettre un terme à la faim dans le monde.

Crise financière ou crise du capitalisme??

Les politiques publiques se sont désengagées de l'économie depuis une trentaine d'année laissant le tout marché gérer les systèmes sociaux, l'emploi, le crédit... Tout, à leurs yeux, a une valeur marchande. Les périodes de croissance profitent à l'actionariat, les périodes de récession se payent sur le dos des salariés. Depuis quelques jours, les hommes politiques, jusqu'ici à la solde de l'ultra-libéralisme, redécouvrent les vertus de la régulation étatique, alors que celle-ci était, jusqu'à peu, considérée comme le dernier des archaïsmes.

La crise financière est la résultante de la crise du capitalisme et du libéralisme sans limite.

Qui va payer?

La grande partie des fonds mobilisés en urgence n'est, pour le moment, que virtuelle, nous assure-t-on, sauf que l'argent déjà distribué est emprunté et donc, pas gratuit. Tout est donc reporté sur la dette sachant que la 2ème dépense budgétaire en France est le remboursement des intérêts de la dette. Il est donc à craindre que les dépenses sociales soient les premières amputées par un gouvernement à la recherche de marges de manoeuvre. D'autres dépenses de l'intervention publique vont également pâtir de la crise. Nicolas SARKOZY a même été jusqu'à insulter les fonctionnaires qui réclament une juste reconnaissance de leur travail.

Le crédit aux particuliers est coupé, les salaires et les retraites sont bloqués, les dépenses sociales sont taillées en pièce. Les Français sont donc mis à contribution pour sauver ceux qui ont joué au casino avec notre argent.

Le bouclier fiscal, qui nous révèle tous les jours son inefficacité, n'est pas remis en cause, les prises de participation de l'Etat dans les entreprises ne s'accompagnent pas d'un contrôle de leur gestion.

**Le socialisme économique a des vertus aux yeux de Sarkozy :
Oui, mais tout le monde n'y a pas le droit!!**

LES COLLECTIVITES LOCALES COMMENCENT A SOUFFRIR

A l'instar des particuliers, les collectivités locales commencent à souffrir de la raréfaction du crédit ou du moins du durcissement de son attribution.

Plusieurs communes ont mis un terme à des travaux importants devant l'inquiétude de leurs prêteurs de ne pouvoir financer dans les temps les dépenses engagées.

Plus grave, on se rend compte aujourd'hui que beaucoup d'emprunts sont adossés sur des produits à risques et notamment les emprunts contractés auprès de DEXIA. Pendant des années, cette banque a proposé aux communes des prêts faciles à taux variables risquant la faillite de la collectivité.

Plusieurs communes se retrouvent aujourd'hui à payer des intérêts qui ont doublé ou triplé au fil des années, creusant un peu plus tous les jours leur endettement. Ainsi à Laval, la municipalité avait souscrit des produits à risques, à taux variables, qui représentent désormais 40% de l'encours de la dette de la ville. Ce recours aux prêts à taux variables représente aujourd'hui une surcharge de 1 million d'euros, soit 25% des intérêts annuels de



la ville (5,2 ME), ce qui correspond par exemple, au tiers de la construction d'une école.

L'autre phénomène touchant de plein fouet les collectivités est la crise immobilière. La chute des transactions immobilières a fait baisser le montant des droits de mutations versés aux communes et aux départements.

Les collectivités locales se retrouvent dans une grande difficulté car elles doivent assumer les transferts de charge de l'Etat sans avoir les moyens financiers correspondants. Les seules solutions, qu'elles ont à leur disposition, sont soit la réduction de leurs programmes d'investissement, soit la hausse des impôts locaux, soit les deux.

La CGT, quant à elle, préconise la création d'un pôle public financier autour de la Poste, la Banque de France et de la CDC afin de garantir l'épargne des déposants particuliers et entreprises. Elle demande aussi que l'Etat reprenne dans son giron les activités de financement des collectivités locales.

Nous ne pouvons plus nous laisser diriger par des irresponsables qui n'ont qu'un seul but :

FAIRE DU PROFIT



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT !
Alors, je me syndique ...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

Déclare adhérer au Syndicat National du Trésor

Signature :

A remettre à un syndiqué CGT ou à Carole LAFON case CGT de la TG

**La pression
ça suffit !**



**REJOIGNEZ
LA CGT Trésor !**